

# Sommaire

---

## Actualités du MMAISP

### **Les ministres défendent leur budget devant le Sénat**

Le Patriote - vendredi 06 décembre 2019

### **Voici les priorités**

L'Expression - vendredi 06 décembre 2019

## Fonctionnaires

### **La police bloque des marcheurs**

Soir Info - vendredi 06 décembre 2019

## Politique

### **Ce qu'Alassane Ouattara va confier aux têtes couronnées du Bélier**

Le Jour Plus - vendredi 06 décembre 2019

### **Les chiffres qui démontrent tout**

Le Jour Plus - vendredi 06 décembre 2019

### **Ce que cache le comportement de l'ex-SG des Forces nouvelles**

L'essor Ivoirien - vendredi 06 décembre 2019

### **La nouvelle génération en embuscade**

Journal d'Abidjan - jeudi 05 décembre 2019



YAMOOUSSOUKRO / Les sénateurs ne chôment pas cette semaine.

## Les ministres défendent leur budget devant le Sénat



Plusieurs ministres se sont succédé devant la CGEF pour défendre leur budget.

Les sénateurs ne chôment pas cette semaine. Les membres du gouvernement, après l'Assemblée nationale, se succèdent au Sénat pour présenter et expliquer le budget alloué à leur département. Ainsi les ministres Adama Coulibaly (Economie et Finances), Moussa Sanogo (Budget et Portefeuille de l'Etat), Nialé Kaba (Plan et Développement), Issa Coulibaly (Fonction publique), Raymonde Goudou (Modernisation de l'administration et Innovation du service public), et le secrétaire d'Etat, Epiphane Zoro, ont présenté leur budget programme aux membres de la Commission des Affaires Economiques et Financières. C'était mercredi dernier à la Fondation Félix Houphouët-Boigny de Yamoussoukro. La ligne de crédit ouverte pour le ministère de l'Economie et des Finances est estimée à 75 329 236 842 FCFA selon Adama Coulibaly. La répartition est faite autour de quatre programmes essentiels. D'abord avec l'administration générale pour un montant de 62 115 258 FCFA, la gestion macroéconomique, politique et financière avec une dotation de 1 1486 040 592 FCFA. Ensuite, le Trésor et la Comptabilité Publique pour un montant de 4 060 938 011 FCFA et les comptes spéciaux du Trésor pour 7 667 000 000 FCFA. Quant à la présentation du Budget du ministère auprès du Premier ministre en charge du budget et du portefeuille de l'Etat, il se décline en six points que sont l'administration générale, la douane, les impôts, le budget, le portefeuille de l'Etat et les comptes spéciaux du Trésor. Le budget alloué au ministère s'élève à 298 456 533 676 FCFA. Le budget du ministère du Plan et du Développement révélé par Nialé Kaba s'élève à 21 582 134 982 FCFA y compris les crédits affectés à l'administration, à la prospective, la planification, au programme, au suivi évaluation, à l'aménagement du territoire, au développement régional et local, à la coordination de l'aide... Le ministre de la Fonction publique

a noté qu'il a deux programmes à son budget. L'administration générale et la fonction publique avec un budget global de 22 798 306 938 FCFA. Concernant le ministère de la Modernisation et de l'Innovation du service public, Raymonde Goudou a fait savoir que le budget octroyé à son ministère est de 3 103 959 536 FCFA avec au programme, la gestion de l'administration et la modernisation de l'administration. A propos du secrétariat d'Etat en charge du renforcement des capacités, Epiphane Zoro, a indiqué : « Nous sommes un ministère né par la volonté du Chef de l'Etat, avec pour mission de renforcer les capacités de tous les acteurs de l'administration. » Le budget dudit ministère est de 6 443 151 439 FCFA. Après des débats francs emprunts de courtoisie, les crédits ouverts à ces différents ministères ont été adoptés à la majorité des sénateurs de la Commission des Affaires économiques et financières.

JACQUELIN MINTOH



Le ministre de la Fonction publique a défendu hier, son budget 2020 devant les Sénateurs à Yamoussoukro

## Voici les priorités



*Le ministre de la Fonction publique était devant les Sénateurs. Photo : DR*

de ce budget programme, le ministre de la Fonction publique a expliqué son engagement à redynamiser l'Administration publique ivoirienne et de la rendre efficiente, à l'instar du secteur privé, qui intègre la performance et la culture du résultat. Cela se justifie selon le Général Issa Coulibaly, par la mise en place d'importants mécanismes de contrôle des présences des fonctionnaires au poste et surtout l'utilisation accrue des Technologies de l'in-formation et de la communication dans les concours. Autant de mécanismes qui nécessitent d'importants investissements financiers.

Hier, à la Fondation Félix Houphouët Boigny de Yamoussoukro, le Général Issa Coulibaly, ministre de la Fonction publique était face aux Sénateurs de la Commission des affaires économiques et financières du Sénat de Côte d'Ivoire pour défendre le Budget Programme de son département au titre du Budget 2020. C'est à l'unanimité des Sénateurs présents que le projet de loi portant Budget programme du ministère a été adopté par la Commission des affaires économiques et financières du Sénat. Le ministère de la Fonction publique fait partie, dans cette loi des finances, de la mission 3 qui comprend les ministères de l'Economie et des Finances, du Budget, du Plan, de la Modernisation de l'Administration et du Secrétariat au Renforcement de Capacités et qui est intitulée Administration générale et Développement économique. Dans son exposé de présentation générale, le Général Issa Coulibaly a indiqué que le budget global alloué à son département ministériel, pour l'exercice 2020, s'élève à 22.790.306.938 Fcfa, un budget en hausse de 5,34% par rapport à celui de 2019. Cette hausse se justifiant, selon lui, par le besoin d'accroître les potentialités et les performances de l'Administration publique. Ce budget est donc réparti en deux programmes que sont l'Administration générale et la Fonction publique. Le programme Administration générale regroupe 14 services centraux avec un crédit budgétaire alloué qui s'élève à 16 169 458 264 Fcfa qui serviront à renforcer le système de gestion efficiente des Fonctionnaires et Agents de l'Etat. Le programme 2 est financé à hauteur de 6 670 848 674 Fcfa, qui sera axé sur le recrutement, la Formation professionnelle et le perfectionnement des cadres. Globalement, ces 2 programmes visent à accroître les performances de l'Administration Publique à travers l'amélioration des outils et programmes de communication, d'informatisation et de perfectionnement des fonctionnaires et agents de l'Etat. Répondant aux préoccupations des Sénateurs, à la suite de la présentation

Arrimage Cmu-Mugefci / Ce qui leur a été imposé

## La police bloque des marcheurs



La Csspici à la préfecture d'Abidjan (Ph.DR)

La Coalition des syndicats (ndlr, une vingtaine) du secteur public de Côte d'Ivoire (Csspici) a protesté, le jeudi 5 décembre 2019, à Abidjan-Plateau et dans les préfectures, contre les difficultés éprouvées par les fonctionnaires pour se soigner, suite à l'arrimage de la Couverture maladie universelle (Cmu), assurance obligatoire, à la Mutuelle générale des fonctionnaires et agents de l'Etat de Côte d'Ivoire (Mugefci), le 1er octobre 2019. Au Plateau, les policiers qui ont vu des personnes en masse, la tête et/ou poignet ceints de bandeau rouge, quitter la cathédrale Saint Paul pour se diriger vers le ministère de l'Intérieur et de la sécurité, les ont bloquées au niveau dudit ministère, passage obligé pour atteindre la préfecture d'Abidjan. " Il a fallu que les policiers se renseignent auprès de leur hiérarchie, pour savoir qu'effectivement, la préfecture d'Abidjan avait reçu un courrier portant sur la manifestation envisagée par les fonctionnaires. Les policiers ont, dès lors, encadré la marche pacifique. Mais ils n'ont pas voulu que nous restions dans l'enceinte de la préfecture d'Abidjan. Ils nous ont dit que pour un meilleur encadrement et pour éviter toute infiltration, il fallait que nous nous déportions à la salle de conférences. Nous avons cédé à cette exigence, l'essentiel étant pour nous, de remettre notre motion au préfet d'Abidjan. Après lecture de cette motion, comme cela se faisait dans toutes les préfectures, nous nous sommes séparés", nous a confié Yves Séry Désiré, porte-parole de la Csspici, quand nous avons eu avec lui, des échanges téléphoniques, ce jeudi. Rappelons que les difficultés énumérées sont : le manque criant de médicaments et de bons pharmaceutiques ; un parcours de soins obligatoires totalement opaque ; un système d'enrôlement inefficace ; des praticiens de santé non formés à la Dénomination commune internationale(Dci) ; les plateaux techniques des centres de santé non appropriés à la mise en oeuvre de la réforme Cmu ; des fonctionnaires prélevés mensuellement sans

pouvoir bénéficier des soins.

**Alépé: des fonctionnaires assiègent la préfecture** Dans la matinée du jeudi 5 décembre 2019, de nombreux fonctionnaires, en particulier des enseignants du secondaire, ont, à l'appel de la Coalition des syndicats du secteur public de Côte d'Ivoire, assiégé la cour de la préfecture d'Alépé pour, disent-ils, protester contre l'arrimage Cmu/Mugefci. Certains portaient des bandeaux rouges à la tête ou au poignet. Ils ont lu une motion de protestation, pour résumer les difficultés qu'ils rencontrent depuis le 1er octobre 2019, date de l'application de la réforme portant couverture maladie universelle arrimée à la Mugefci. Entre autres, "le manque criant de médicaments et de bons pharmaceutiques, un parcours de soins obligatoire totalement opaque, un système d'enrôlement inefficace, des praticiens de santé non formés à la Dénomination commune internationale (Dci), les plateaux techniques des centres de santé non appropriés à la mise en oeuvre de la réforme Cmu, des fonctionnaires prélevés mensuellement sans pouvoir bénéficier des soins". Par ce saut d'humeur, ils entendent attirer l'attention du gouvernement, afin de régler ces manquements causés par la réforme en question.

### Abengourou : les fonctionnaires prennent les rues

**Les cours perturbés** Des syndicats de fonctionnaires ont organisé une marche de protestation, le 5 décembre 2019, à Abengourou, contre l'arrimage Cmu-Mugefci, entré en vigueur depuis le début du mois d'octobre 2019. Si cette marche pacifique n'a enregistré aucun débordement tendant à causer des dégâts matériels, les cours ont cependant été fortement perturbés dans la ville, notamment dans les établissements secondaires publics. Arborant des bandeaux rouges, les mécontents, en début de matinée, ont parcouru de nombreuses artères de la ville, avant de converger vers la préfecture de région. Face à Angbo Incho, le secrétaire général 1, qui les a reçus, les manifestants ont lu deux motions pour dénoncer, selon eux, l'arrimage précipité et mal maîtrisé de la Cmu et de la Mugefci. Toute chose qui, à les en croire, rend difficile l'accès aux médicaments dans des structures sanitaires aux plateaux techniques inappropriés. Aussi, ils ont purement et simplement exigé la suspension de la mesure gouvernementale, en vue d'une meilleure maîtrise de l'opération. L'autorité administrative a exhorté les manifestants à rejoindre leurs postes de travail. Et ce, pour éviter une récupération des élèves qui pourraient saisir l'occasion de ces manifestations pour un départ anticipé en vacances de Noël.



Hommage à Houphouët à Yamoussoukro, les 6 et 7 décembre / Le président de la République, Alassane Ouattara, parle à la chefferie traditionnelle de la région du Bélier, aujourd'hui.

## Ce qu'Alassane Ouattara va confier aux têtes couronnées du Bélier



Le Président Alassane Ouattara entend mettre les têtes couronnées en mission de paix à la faveur du 26ème anniversaire du décès de Félix Houphouët-Boigny.

**Le président de la République, Alassane Ouattara, parle à la chefferie traditionnelle de la région du Bélier, aujourd'hui. En prélude à la cérémonie d'hommage à Félix Houphouët-Boigny, bâtisseur de Yamoussoukro et de Côte d'Ivoire moderne, qu'organise le Rhdp les 6 et 7 décembre.**

Avant les échéances électorales de 2020, Alassane Ouattara a décidé de prendre son bâton de pèlerin pour sillonner la Côte d'Ivoire aux fins de rassembler ses compatriotes autour d'un idéal. Ce vendredi 6 décembre 2019, en prélude au meeting au terme de l'hommage à Houphouët-Boigny, qu'organise le Rassemblement des houpouëtistes pour la démocratie et la paix, Rhdp, le chef de l'Etat sera face aux têtes couronnées de la région du Bélier. Alassane Ouattara entend partager avec les nanans l'idéal du "vivre-ensemble" dans le pays de paix qu'est la Côte d'Ivoire. C'est connu. Le président de la République milite pour un pays rassemblé où les divisions, le tribalisme et la xénophobie n'ont pas droit de cité. Au moment où il souhaite passer la main à une nouvelle à la tête du pays,

Alassane Ouattara s'offre cette tribune pour échanger de vives voix avec les têtes couronnées de la région du Bélier, terre natale de Félix Houphouët-Boigny, père de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Déjà la semaine dernière, ce sont les chefs traditionnels de la région du Hambol qui ont été reçus par le président de la République à sa résidence de Katiola, la capitale du Hambol. A cette rencontre, Alassane Ouattara leur a parlé de la paix, de l'unité, de la cohésion sociale et du rassemblement de tous les fils et toutes les filles de la Côte d'Ivoire autour de la paix, de la stabilité et du développement. La conclusion qui s'est dégagée de cette rencontre, c'est la volonté affichée des chefs coutumiers de participer à la cohésion partout où ils se trouvent. Pour faire avancer irrévocablement la Côte d'Ivoire sur le chemin de l'émergence et du développement. Cette autre rencontre une semaine après celle de Katiola revêt d'une importance capitale comme la précédente. Le Président Ouattara va encore inviter les gardiens de la tradition à s'investir dans la lutte pour le maintien de la paix aujourd'hui comme aux heures cruciales de l'élection présidentielle de 2020. Au moment où les héritiers politiques du Président Houphouët-Boigny sont divisés, les chefs traditionnels pourraient jouer un rôle conciliateur entre Henri Konan Bédié et son "jeune frère" Alassane Ouattara.

**Consolider la paix avec le soutien des chefs traditionnels** Le président de la République va se recueillir sur la tombe de son "père", Félix Houphouët-Boigny, pour honorer la 26ème année qui marque la disparition du grand bâtisseur. Il pourrait mettre à profit cette opportunité pour parler avec la famille Houphouët. Depuis sa prise du pouvoir d'Etat, le chef de l'Etat a toujours placé la paix et la cohésion sociale au centre de ses deux mandatures. Car pour lui sans la paix et la cohésion, le développement rêvé par les Ivoiriens et lui-même, "le capitaine" ne se fera pas sur des bases saines et solides. Pour l'aboutissement de la paix en Côte d'Ivoire, les rois et chefs traditionnels ont un rôle capital à jouer. C'est la raison pour laquelle le Président Ouattara a pris des mesures pour donner une forme légale à la corporation des rois et chefs coutumiers avec bien évidemment le siège de la Chambre des rois et chefs traditionnels à Yamoussoukro. Une institution de la République dédiée aux nanans afin que ceux-ci apportent leur contribution officielle dans la quête de la paix en Côte d'Ivoire. C'est tout le sens que le gouvernement donne à la Chambre

nationale des rois et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire. Même si tous les sujets qui seront abordés ne sont pas encore connus, force est de s'espérer que le rassemblement, l'unité, la paix et la cohésion sociale seront au centre des débats. Car un pays rassemblé, basé sur les fondamentaux de paix et l'unité, devient absolument plus que fort.

**FRANÇOIS N'GORAN**

## Programme social de gouvernement

# Les chiffres qui démontrent tout



Le président Ouattara connecte un village au réseau électrique national

Après la phase de la macroéconomie, des grandes infrastructures et de la redynamisation de l'économie ivoirienne, Alassane Ouattara lance à travers le Programme social du Gouvernement (PsGouv) un remarquable réajustement social. Plus de 730 milliards de CFA, en un peu plus d'une année, mis en branle pour porter les plus vulnérables de la société et renforcer divers projets au service du « mieux-vivre ». Un programme dont les chiffres prennent inébranlablement la défense. Constat !

Si la Côte d'Ivoire a battu tous les records en matières économiques avec ses signaux au vert, son inflation annuelle maîtrisée à 0,5% et une croissance économique attendue de 7,2% pour 2019, le social peine à suivre. Mais depuis deux ans, le gouvernement enchaîne des exploits sociaux sans aggraver l'endettement qui, à 43% du PIB, reste le plus bas de l'Union économique et monétaire ouest africaine. Fournir aux populations des services de santé, faciliter l'accès et le maintien à l'éducation, accélérer l'accès à un coût abordable aux services au logement, d'énergie, d'eau potable et de transport, et stabiliser la politique d'emplois... tels sont les principaux objectifs du Programme social du Gouvernement 2019-2020 (PsGouv 2019-2020). D'un coût global de 727,5 milliards de francs Cfa, le Programme se décline en 156 actions prioritaires, comprenant 12 projets phares à impact large et rapide. Le renforcement du programme de gratuité ciblée, l'opérationnalisation progressive de la Couverture maladie universelle, l'intensification et l'élargissement de la couverture des bénéficiaires du programme de filets sociaux productifs, le développement d'activités d'autonomisation en faveur des jeunes et des femmes, la baisse du tarif social de l'électricité, le renforcement du programme d'accès à l'eau potable en milieu rural et l'accélération du programme des logements sociaux, sont entre autres les volets pris en compte par le programme.

Le PsGouv 2019-2020 est placé sous l'autorité du premier ministre. Alors qu'avec la fin de l'année 2019, le programme tire à sa fin, un bilan avant la phase finale s'impose. Des chiffres concrets et inattendus en démontrent l'efficacité.

### Santé, le défi des coûts de plus en plus abordables

Dans le secteur de la Santé, le programme phare est la Couverture maladie universelle qui a ciblé 2 979 469 personnes pour 1 232 192 cartes produites et 658 137 cartes distribuées. Dans le cadre de sa mise en œuvre, des tarifs préférentiels Cmu sont pratiqués aux personnes détentrices d'un ticket modérateur par rapport aux tarifs en vigueur. A l'exception des maladies chroniques, le panier de soins est garanti pour la Chirurgie digestive, la dermatologie et vénéréologie, la gynéco-obstétrique, les maladies infectieuses, l'odontologie, l'ophtalmologie, l'oto-rhino-laryngologie, la pédiatrie, la pneumologie, la stomatologie et la traumatologie-orthopédie. A titre d'exemple, pour les soins bucco-dentaires, restauration d'une cavité simple sur une façade d'une dent, pour un Tarif en vigueur de 2 500 FCfa, il sera déboursé grâce au ticket modérateur, une somme de 600FCfa. Les pharmacies privées sont bien concernées par la Cmu. Les pharmacies dispensent les médicaments de la Cmu dès le début des prestations prévu le 1er octobre 2019. Pour les consultations, il sera payé 30FCfa au lieu de 100FCfa dans les dispensaires et les établissements ruraux ; 150FCfa au lieu de 500FCfa dans les Centres de santé urbains, et les formations sanitaires urbaines ; 300FCfa au lieu de 1 000FCfa chez le généraliste, et 600FCfa au lieu de 2 000FCfa chez le généraliste dans le Hôpitaux généraux et Centres hospitaliers régionaux et 1 500FCfa au lieu de 5 000FCfa dans les Centres hospitaliers universitaires. Au niveau des salariés et retraités du secteur privé, les cotisations sont recouvrées par la Cnps auprès de l'employeur, à raison de 50% à la charge du salarié et 50% à la charge de l'employeur pour une famille de 08 personnes (le salarié, son conjoint et 06 enfants de moins de 21 ans). Au niveau du Programme élargi de vaccination, 617 922 enfants de 0 à 11 mois sont vaccinés (Penta3) ; 628 287 enfants sont vaccinés contre la rougeole et 462 312 accouchements sont enregistrés. Pour la gratuité ciblée, dans les services sanitaires, la Nouvelle pharmacie de la santé publique a mis à disposition : 331 575 kits d'accouchement dont 24 835 kits de césarienne, 717 513 produits sont distribués gratuitement pour la prise en charge du paludisme.

### Éducation, emploi, autonomisation des jeunes et des femmes

Dans le domaine de l'éducation, 5 300 enseignants du

primaire et 5 000 enseignants du secondaire sont recrutés et formés et 108 000 tables-bancs sont acquis. Au niveau de l'emploi, 23 582 jeunes ont bénéficié de financement, après formation, profilage et/ou étude ; 5 600 jeunes sont formés à la Création d'Activités génératrices de revenus (Agr) ou de Micro et petites entreprises (Mpe) à fin septembre 2019 ; 23 582 jeunes ont bénéficié de financement, après formation, profilage et/ou étude de dossiers à fin septembre 2019 ; 1 026 jeunes sont placés en apprentissage en milieu rural dans le cadre du Projet emploi jeune et développement des compétences (Pejedec) et 800 jeunes ont bénéficié de permis de conduire à fin septembre 2019. Pour les Travaux à haute intensité de main d'œuvre (Thimo), 44 909 opportunités d'insertion ont été identifiées par l'Agence emploi jeunes (Aej) et 6 550 jeunes sont insérés dans les Thimo. Dans le cadre de l'autonomisation des jeunes et des femmes, 312 035 personnes sont sensibilisées à la santé sexuelle et la reproduction; 18 697 filles sont enrôlées en milieu scolaire et sensibilisées aux bonnes notions (compétence de vie, droits humains, genre, santé sexuelle et reproductive) ; 2 000 jeunes filles vulnérables ont bénéficié d'un appui alimentaire (Korhogo et Bondoukou) ; 14 256 jeunes filles ciblées sur 22 620 filles ont participé aux activités d'acquisition (compétences à la vie et la santé sexuelle) ; 1 067 espaces sont ouverts en milieu communautaire pour 289 plans d'affaires élaborés et soumis au Comité de sélection.

### **Electricité, eau, entretien routier, filets sociaux... les chiffres !**

Le Programme social du gouvernement 2019-2020, c'est également l'accès facile à l'électricité par la promotion d'un tarif social. 974 139 clients bénéficient désormais de ce tarif soit plus de 44 000 bénéficiaires de plus qu'en juin 2019. En milieu rural, le Programme électricité pour tous (Pept) a permis l'électrification de 397 localités. Ce qui fait de la Côte d'Ivoire l'un des pays d'accès très élevé à l'énergie électrique dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa). Sur les 227 061 branchements à électrifier en 2019 : 121 017 ménages jouissent du Pept et 106 044 branchements sont prévus pour le dernier trimestre 2019. Quant au Programme d'accès à l'eau potable, sur 11 927 localités visitées, 20 276 pompes sont dénombrées et un programme de réparation des 9 084 en panne est en cours. L'objectif, garantir d'ici 2022 l'accès à l'eau potable à la quasi-totalité des ivoiriens. Les logements sociaux constituent la plus grande réussite du dernier quinquennat. 468 logements sont achevés et habitables rien qu'à Bingerville et 512 sont achevés pour Yopougon, commune populaire du district d'Abidjan. Pour l'entretien routier, sur les 40 000 km à traiter : 17 464 km de linéaires (soit 917 itinéraires) sont achevés et 1 593 km ont été finalisés depuis fin juin 2019. Le Programme des filets sociaux est passé quant à lui de 35 000 ménages en 2018 à 50 000 ménages au 30 juin 2019. Le Paiement de l'allocation a enregistré 50 000 bénéficiaires au 3ème trimestre 2019 avec 58,5 milliards de FCfa de financement additionnel. 50 000 nouveaux bénéficiaires sont en cours d'identification avec la création du Registre social unique (Rsu) pour améliorer l'efficacité du programme de protection sociale et de lutte contre la pauvreté. S'il a permis de rectifier l'élan très économique de la politique globale du gouvernement, il a permis de renforcer, ces deux dernières années les acquis sociaux et de prendre en compte la vulnérabilité des plus faibles. Santé, éducation, accès à l'électrification, allocation familiale, logements sociaux, eau potable, le PsGouv est une révolution. Même

s'il reste beaucoup à faire, dans un pays qui a connu de longues crises, ce programme a rapproché le gouvernement et son chef, Amadou Gon Coulibaly des populations à la base. Le tout sous la vision d'un chef d'Etat, Alassane Ouattara, qui prépare déjà pour 2020 un nouveau programme ainsi qu'une reconduite améliorée du Plan national de développement (Pnd) qui entre 2016 et 2021 a mobilisé 30 000 milliards.

Afrika Strategie France



Annnonce précipitée la candidature de Soro à la présidentielle de 2020

## Ce que cache le comportement de l'ex-SG des Forces nouvelles



Soro Guillaume, l'ex-chef rebelle.

Guillaume Soro a bien commencé sa lutte en bombant sa poitrine pour la justice et la liberté des Ivoiriens. En effet, il est arrivé des moments où la Côte d'Ivoire était devenue invivable à cause de l'égoïsme et la mauvaise foi de certains leaders politiques qui ont introduit la xénophobie, le tribalisme, les divisions religieuses et ethniques sur la scène politique. Les jeunes gens du pays, toutes les régions confondues ont barré la route à l'imposture et Guillaume Soro était de ceux-là, à la dernière minute. Mais aller jusqu'à narguer aujourd'hui les autorités du pays qui se battent pour construire un pays de liberté et de justice, on peut le dire, c'est un acte regrettable auquel se livre l'ancien premier ministre de Laurent Gbagbo. Pourquoi ne pas revenir au parti unifié et attendre son tour ? **Ce qui a perdu SORO**

Ici, "le jeune homme" est dans une logique de forcer la main au RHDP pour être son candidat à la présidentielle de 2020. En annonçant précipitamment sa candidature hors des frontières ivoiriennes, Guillaume Soro fait chanter le pouvoir en place. Il s'agit d'un chantage grossier pour faire

plier l'échine au parti unifié du président Alassane Ouattara. Toutefois, Soro doit reconnaître que ses chances de porter le brassard RHDP pour aller aux élections présidentielles ne sont pas envisageables. Une seule chose lui reste à faire. Venir s'incliner devant les dignitaires du parti et leur demander pardon et continuer d'attendre son tour. Le linge sale se lave en famille, selon l'adage. Le président Alassane Ouattara ne saurait le refouler car il a toujours invité les Ivoiriens au rassemblement et à l'unité. Soro Guillaume doit cependant savoir que la nouvelle génération dont parle le président de la république ne veut pas dire que la Côte d'Ivoire a besoin des jeunes immatures à sa tête. Le pays a plutôt besoin de personnalités pétries d'intelligence et de maîtrise de soi pour le piloter. Et non d'une jeunesse au biberon qui veut le pouvoir. Le président est clair. En parlant d'une nouvelle génération, il fait allusion à des hommes matures qui n'ont jamais occupé le palais présidentiel. Le RHDP a beaucoup de cadres, des doyens qui n'ont jamais été président de la république. Ceux-là sont de la nouvelle génération. Les 50 à 70 ans et plus qui n'ont jamais été président de la république sont de la nouvelle génération dont parle ADO. A 45 ou 46 ans, on ne peut pas vouloir mépriser les anciens qui ont commencé plus tôt la lutte et qui ont souffert des différentes dictatures en les sautant pour être subitement leur candidat. Tout se négocie et au bon moment. Soro devrait en principe se former encore politiquement auprès des dinosaures avant de prétendre être le candidat du RHDP. Ne dirige pas un pays n'importe qui. Le président de la république a été encore catégorique. La constitution lui permet de se présenter aux présidentielles de 2020. Si les gens de sa génération sont candidats, le président de la république dit qu'il est candidat. A ce niveau les chances sont encore réduites pour Soro qui force la main à la gérontocratie. Le mieux pour l'ex-PAN, c'est de revenir à la maison RHDP, travailler durement pendant de longues années, apprendre auprès des doyens et attendre son tour. D'ailleurs, sa jeunesse et sa fougue démesurée d'ancien Fesciste est un facteur à craindre une fois à la tête d'un pays qui sort d'une longue crise de plus d'une vingtaine d'années. Comment peut-il prétendre être le candidat du parti unifié alors que des doyens comme Amon Tanoh, Amadou Gon Coulibaly, Daniel Kablan Duncan, Mabri Toikeusse, Cissé Bacongo, Kandia Camara, Henriette Dagri Diabaté qui ont travaillé de longues années soient écartés à son profit parce qu'il a été secrétaire général des forces nouvelles. Voilà encore une raison qui réduit les chances du député Soro. L'autre facteur qui ne mérite pas en sa faveur, ce sont ces actes posés quand il était le responsable dans la partie civile de la rébellion. Il a

commis beaucoup d'atrocités au Nord de la Côte d'Ivoire. Des assassinats sommaires planifiés de certains militaires qui étaient opposés à sa trop grande gourmandise. Les parents de ces victimes n'ont pas encore oublié les atrocités commises par Guillaume Soro sur leurs enfants. Dans ces conditions, un politicien normal fut-il SORO devrait laisser couler considérablement le temps, négocier avec les parents des militaires assassinés et même avec tous les Ivoiriens avant de prétendre être le candidat du RHDP.

### **Soro n'est plus SORO sans le RHDP**

Le porte-parole des ex-Frci, sans le RHDP du président Alassane Ouattara est un sel qui a perdu sa saveur. C'est bien une GROSSE erreur politique que le petit gros commet en se liguant contre ses devanciers. Il a été trop pressé de se comparer au président Alassane Ouattara et vouloir même le défier, clamant sur tous les toits que son bilan est négatif. Alors que Soro lui-même en est comptable puisque d'abord premier ministre avant d'être bombardé président de l'assemblée nationale. Soro Guillaume sait pertinemment qu'il est d'une influence considérablement réduite s'il fonctionne sans le RHDP. Malheureusement, dans son aventure égarée, l'expremier ministre de Laurent Gbagbo s'obstine à narguer les responsables du RHDP qui l'ont fait, hier et prétend se présenter à la prochaine présidentielle. C'est-à-dire dans cet élan, il veut faire croire à l'opinion qu'il est l'adversaire potentiel du candidat du RHDP. Pourtant, l'homme est bien conscient qu'il a perdu toutes ses forces politiques, depuis qu'il a fait le mauvais rêve de partir du RHDP et de l'assemblée nationale de la Côte d'Ivoire. Aucun militant, aucun parti politique. Pourtant, il dit avoir des forces pour battre le candidat que le RHDP aura choisi en 2020. On appelle cela une provocation. Mais la force du RHDP c'est de ne pas prêter une oreille attentive à ces pleurs et jérémiades de l'ancien président de l'assemblée nationale qui s'est ruiné politiquement. Peut-être, compte-t-il encore sur sa fortune issue du casse de la BCEAO et sa centrale économique de Katiola de l'époque qui était renflouée de billets de banques chaque jour. L'argent du contribuable ivoirien à Bouaké et dans le Hambol a fait de Soro un garçon puissant. Mais qu'il sache que l'argent ne fait pas gagner une élection présidentielle. On sort victorieux au soir d'une élection présidentielle avec des militants et un parti politique. On ne compte pas gagner une élection avec un club se soutien dans un pays sérieux comme la Côte d'Ivoire. Ceux qui prétendent réaliser l'exploit avec un petit club de soutien ne sont que des provocateurs, des ennemis de la république qui travaillent dans le sens de ternir son image.

### **J. AUREOLE**



Ils ont accompagné Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et aujourd'hui Alassane Ouattara. Ils souhaitent désormais jouer les premiers rôles ...

## La nouvelle génération en embuscade



Hamed Bakayako, Guillaume Soro, Blé Goudé et Bertin Kouadio Konan seraient bien heureux de voir leur génération jouer le premier plan.

Ils ont accompagné Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et aujourd'hui Alassane Ouattara. Ils souhaitent désormais jouer les premiers rôles sur la scène politique, mais cette volonté semble freinée par une vieille garde qui ne veut rien lâcher.

Ils ont entre 45 et 55 ans et ont été les seconds couteaux de leaders politiques depuis plus de 20 ans. Entre autres, Hamed Bakayako, Guillaume Soro, Charles Blé Goudé, Kouadio Konan Bertin. Une nouvelle génération qui ronge son frein et pense que son heure a sonné. Mais, devant elle, il y en a une autre, ceux qui ont entre 60 et 75 ans et qui voient midi à leur porte. Une sorte de guerre froide entre deux générations qui ont évolué longtemps ensemble.

### En attente

Devront-ils patienter encore ? La génération 90, comme on les appelle, montre des signes d'impatience. Après avoir côtoyé des leaders politiques comme Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara, ces jeunes loups, plus dynamiques que nombre de leurs aînés, se bousculent pour occuper les premiers rangs à partir de 2020. Si certains prétendent qu'ils sont trop pressés, eux leur rétorquent avoir gravi les échelons et être prêts à gouverner. Là où leurs aînés ont échoué, ils espèrent apporter des solutions. « Passer le flambeau à ces derniers, c'est prolonger la crise ivoirienne et démontrer que les Ivoiriens ne veulent pas tourner dos à ce passé », pense le politologue Firmin Kouakou. S'ils partagent ensemble un pan de l'histoire du pays, leurs chemins se sont parfois croisés et ils ont soit travaillé côte à côte ou encore l'un contre l'autre. Ce schéma n'a pas changé depuis. Même si entre « vieux amis » on peut se rencontrer et parler de l'avenir, quand vient la question des ambitions personnelles, la crispation est au rendez-vous. Conflit Mais ils ne sont pas les seuls à lorgner le pouvoir en 2020. La

génération avant eux, celle de Ahoussou Jeannot, d'Amadou Gon Coulibaly, Patrice Achi, Affi N'Guessan, Mamadou Koulibaly et autres, qui ont tous plus de 60 ans, tente de s'imposer. Pour ceux-ci, pas question de passer le flambeau à la « jeune » génération, qui viendra après eux. Présents au devant de la scène politique depuis plus longtemps, ils ne pensent pas encore, pour l'heure, à la retraite et estiment être les plus légitimes pour gouverner le pays à partir de 2020. En dehors des conflits de positionnement en interne, deux générations se battent donc et chacune espère prendre le dessus. Mais elles pourraient aussi être amenées à prendre leur mal en patience en se mettant à nouveau au service de leurs aînés, ceux qui se partagent le pouvoir depuis une trentaine d'années.